



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3636

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, vous étiez hier dans le beau département de Loire-Atlantique. À cette occasion, vous êtes sorti de votre rôle pour vous placer aux avant-postes de la campagne du président-candidat. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Mais, pour donner des leçons, il faut être en position de le faire. *(Même mouvement.)*

M. Richard Mallié. Ça, c'est pour vous !

M. Jean-Marc Ayrault. En 2007, vous vous présentiez comme le Premier ministre d'un " État en faillite ". En 2011, vous nous dites que c'est pire. Mais alors, qu'avez-vous fait depuis quatre ans ? *(Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Où étiez-vous lors des arbitrages qui ont multiplié les cadeaux fiscaux aux plus riches ? Pourquoi n'avez-vous pas eu le courage de protester contre le bouclier fiscal, contre le paquet fiscal, contre l'allègement de l'impôt sur la fortune, les nouvelles niches fiscales ?

Monsieur le Premier ministre, ce sont ces 75 milliards d'euros financés par l'emprunt qui ont alourdi la dette française et qui manquent aujourd'hui dans les caisses de l'État.

M. Lucien Degauchy. Bla-bla-bla !

M. Jean-Marc Ayrault. Vous prétendez vouloir baisser la dépense publique. Mais, avec vos deux plans d'austérité, vous faites exactement le contraire : 1,5 milliard de dépenses en moins, et 16,5 milliards d'impôts en plus ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Patrick Balkany et M. Dino Cinieri. Démago !

M. Jean-Marc Ayrault. Taxes supplémentaires sur les classes moyennes et populaires, gel des allocations familiales, augmentation de la TVA, taxe sur les sodas, taxe sur les mutuelles, mais pas de taxe sur les transactions financières : voilà votre plan ! Au lieu de doper la croissance, vos mesures l'affaiblissent. Vous allez imposer aux Français votre troisième plan pour tenter d'échapper à la baisse de la note française par les agences de notation. Cela laisse rêveur sur votre capacité à diriger la France ! *(Vives protestations sur les bancs des groupes UMP et NC.)* De plan d'austérité en plan d'austérité, vous enfoncez le pays dans la crise. La vérité, c'est que l'espérance, ce n'est pas l'austérité ; l'espérance, c'est la justice et la croissance ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le président euro... *(Rires et exclamations.)*

M. Lucien Degauchy. Le président zéro !

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Je connais le président Ayrault trop bien et depuis trop longtemps pour écorcher son nom. *(Sourires.)*

Nous traversons une crise majeure, qui met en danger notre héritage européen et notre mode de vie. Cette crise n'est plus seulement la crise des dettes souveraines ; c'est maintenant la crise de l'Europe, la crise de la crédibilité des institutions européennes, des processus de décisions en Europe.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. C'est votre crise !

M. François Fillon, *Premier ministre*. C'est la crise de la capacité des États européens à se réformer pour faire face au basculement de l'économie mondiale et à la fin de la suprématie occidentale.

Face à la gravité de cette crise, face aux menaces qu'elle fait peser sur chacun de nos pays, nous devrions nous rassembler, au-delà de nos divergences légitimes, pour porter tous ensemble un seul et même message : nous avons la volonté commune de retrouver l'équilibre des finances publiques et nous ne pourrions le faire qu'en baissant la dépense publique, parce que nous sommes dans le pays d'Europe qui détient le record de la dépense publique et le record des prélèvements obligatoires. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Henri Emmanuelli et M. Michel Lefait. La faute à qui ?

M. Roland Muzeau. Cela fait dix ans que vous êtes au pouvoir !

M. François Fillon, *Premier ministre*. C'est la meilleure façon de protéger les Français ; c'est la meilleure façon de protéger notre indépendance ; c'est la meilleure façon de défendre la souveraineté de notre pays.

Eh bien, au lieu de cela, le parti socialiste a choisi une stratégie de dénigrement. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Il a choisi une stratégie de dénigrement du Président de la République, du Gouvernement, de l'action de la majorité, et cette stratégie pèse sur la France tout entière ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Lefait. Nous disons la vérité !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Les porte-parole du parti socialiste sont, depuis quelques jours, devenus les auxiliaires des agences de notation. (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Ce sont eux qui annoncent à l'avance que la France va perdre son triple A !

Qu'un électron libre comme Jacques Attali le dise, cela n'aide pas, mais cela ne regarde que lui. Que François Hollande, le candidat du parti socialiste, annonce lui-même à la télévision que la France a perdu son triple A, ce n'est pas responsable ! (*Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

Ces caricatures n'aident en rien les Français ; pire, le programme du candidat socialiste à l'élection présidentielle vient accroître les incertitudes qui pèsent sur la crédibilité de notre pays.

Mme Jacqueline Fraysse. Le Gouvernement peut se féliciter de ses choix !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Au moment où nous sommes confrontés à une tourmente qui secoue tous les pays européens, qui a provoqué une augmentation du chômage de plus de 100 % en Espagne, de plus de 50 % au Royaume-Uni, de plus de 34 % dans la zone euro, le parti socialiste a choisi d'annoncer la création d'emplois publics, le retour au partage du travail, qui a été l'une des causes principales de la différence de compétitivité avec notre voisin allemand, et pire encore, le retour à la retraite à soixante ans ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Julien Dray. Baratin !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Mais, mesdames et messieurs les socialistes, comment pensez-vous, demain, parler de solidarité avec les pays européens, avec ces pays qui ont choisi de porter l'âge de la retraite à soixante-cinq, voire à soixante-sept ans, si vous arrivez en prétendant vouloir revenir à la retraite à soixante ans, contre toute logique démographique, contre toute logique financière, contre toute logique économique ? (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Marcel Rogemont. Vous êtes responsables de 500 milliards de dettes supplémentaires !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Enfin, que dire de votre marchandage sur l'énergie nucléaire ? (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*) À en croire les SMS qui nous informent sur les tractations entre les Verts et le parti socialiste, vous avez déjà sacrifié vingt-quatre réacteurs nucléaires à un accord électoral avec les Verts ! (*Huées sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Autrement dit, vous avez choisi de sacrifier l'un de nos rares avantages compétitifs de la France par rapport aux autres pays européens. Vous avez choisi de sacrifier l'un des domaines d'excellence de l'industrie française, l'une de ses sources de son rayonnement dans le monde.

Alors, monsieur Ayrault, réveillez-vous ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Louis Bianco. Réveillez-vous plutôt !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Descendez de votre piédestal, regardez le monde comme il est, quittez vos habits de marchand d'illusions. (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Il est encore temps d'abandonner cette vision dépassée du monde et de faire la démonstration que le parti socialiste est aussi capable de prendre ses responsabilités et d'aider au redressement de notre pays et de l'Europe.

En dénigrant comme vous le faites en permanence l'action du Gouvernement, d'une certaine façon, vous dénigrez aussi la France. *(Mmes et MM. les députés de groupes UMP et NC se lèvent et applaudissent longuement.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3636

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 novembre 2011